


CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition, livraison et mise en service d'un microscope
électronique à balayage (MEB) de table**

Université Savoie Mont Blanc
27 Rue Marcoz
BP 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|--|----------------------------------|--|
|  | Objet | Acquisition, livraison et mise en service d'un microscope électronique à balayage (MEB) de table |
|  | Type de contrat | Marché public |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clauses sociales | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | 42 mois |
|  | Reconduction | |
|  | Prix | Prix global forfaitaire |
|  | Variation des prix | Sans |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles | 4 |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité..... | 4 |
| 4 - Durée et délais d'exécution | 4 |
| 5 - Prix | 5 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 5 |
| 5.2 - Modalités de variation des prix | 5 |
| 6 - Garanties Financières | 5 |
| 7 - Avance..... | 5 |
| 7.1 - Conditions de versement et de remboursement | 5 |
| 7.2 - Garanties financières de l'avance | 5 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes | 6 |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 6 |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiement..... | 6 |
| 8.3 - Délai global de paiement | 7 |
| 8.4 - Paiement des cotraitants..... | 7 |
| 8.5 - Paiement des sous-traitants | 7 |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations | 7 |
| 10 - Développement durable | 9 |
| 11 - Constatation de l'exécution des prestations | 9 |
| 11.1 – Vérifications | 9 |
| 11.2 - Décision après vérification..... | 9 |
| 12 - Garantie des prestations..... | 9 |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle..... | 10 |
| 14 - Pénalités..... | 10 |
| 14.1 - Pénalités de retard..... | 10 |
| 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé | 10 |
| 15 - Assurances | 10 |
| 16 - Résiliation du contrat..... | 10 |
| 16.1 - Conditions de résiliation | 10 |
| 16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire..... | 11 |
| 17 - Règlement des litiges et langues | 11 |
| 18 - Clauses techniques particulières | 11 |
| 19 - Dérogations..... | 13 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

L'Acquisition, la livraison et la mise en service d'un microscope électronique à balayage (MEB) de table pour l'analyse de matériaux avec pompes à vide et ordinateur. Cet appareil sera destiné à la formation des étudiants.

Lieu(x) d'exécution :

IUT Chambéry

Département Sciences et Génie des Matériaux

Domaine universitaire du Bourget-du-Lac

28, avenue du Lac d'Annecy

73370 Le Bourget-du-Lac

Etage : rez-de-chaussée

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

La durée du contrat débutera à la notification du contrat et prendra fin à l'issue du délai de garantie ou du contrat de maintenance si la PSE 5 est retenue. L'exécution des prestations débutera à compter de la date de notification du contrat.

Au titre de la PSE 3, la durée de la garantie pourra être étendue à 3 ans.

Les délais d'exécution sont spécifiés à l'acte d'engagement.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS :

La périodicité des acomptes est la suivante :

- 50% à la livraison et mise en service.
- 50% à l'admission du matériel à l'issue des opérations de vérifications approfondies.

L'admission provoque le déclenchement d'une demande de remise de paiement du titulaire. Seules les prestations admises peuvent faire l'objet d'un paiement. Chaque acompte fera l'objet d'une demande de paiement.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19730858800015
- Code service : L'Université n'a pas de code service
- Numéro d'engagement juridique : : numéro à 10 chiffres commençant par 4500 qui figure en haut à droite du bon de commande

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

IUT Chambéry
Département Sciences et Génie des Matériaux
Domaine universitaire du Bourget-du-Lac
28, avenue du Lac d'Annecy
73370 Le Bourget-du-Lac

Prendre contact au préalable avec Fabien Griva **par mail** : fabien.griva@univ-smb.fr

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Contrainte de livraison : Livraison en rdc

Le bâtiment est accessible par voie goudronnée, avec stationnement possible au pied du bâtiment.

La livraison englobe :

- l'installation du matériel
- la mise en service
- la remise de la documentation technique, des plans, du mode d'emploi de l'appareil et du logiciel et des prescriptions d'entretien associés à l'équipement.

La remise des livrables (toutes documentations techniques relatives au fonctionnement de l'appareil, et prescriptions d'entretien) devra avoir lieu au plus tard à la date de mise en service.

Le bon de livraison sera signé par l'université qu'après avoir vérifié le matériel ou avoir indiqué la mention « sous réserve de déballage ultérieur ».

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations dans le mois suivant la livraison.

La formation se déroulera sur 1 jour et concernera 4 personnes au minimum. Elle se déroulera dans les locaux du département Sciences et Génie des Matériaux sur le campus du Bourget-du-Lac. Le contenu envisagé pour cette formation sera précisé par le candidat dans son offre.

Le titulaire assurera une formation complémentaire pour les 4 personnes déjà formées après quelques mois d'utilisation visant à approfondir la maîtrise des outils notamment logiciels et maîtriser l'entretien et la maintenance de 1^{er} niveau de l'appareil si la PSE 4 est retenue, le cas échéant.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1– Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les constatations de l'exécution des prestations s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 et 28 du CCAG-FCS, sous réserve des dérogations suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la formation pour procéder aux opérations de vérification autres que "les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps", et pour notifier sa décision ;
- le pouvoir adjudicateur a la faculté de ne pas aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérifications simples et approfondies, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, à savoir :

- l'admission sous réserve des vices cachés,
- l'ajournement,
- l'admission avec réfaction,
- le rejet des prestations.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimale de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Garantie de base de 1 an avec possibilité d'extension jusqu'à 3 ans si la PSE 3 est retenue.

Les délais d'interventions et de réparations au titre de la garantie sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le titulaire précisera dans son offre les éléments compris dans la garantie et ceux qui en sont exclus.

Tous les matériels livrés dans le cadre du marché seront sous garantie. La garantie couvre les frais de déplacement du personnel, les frais de main d'œuvre, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 200€.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 15,00 % du montant HT du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Clauses techniques particulières

Le département d'enseignement « Science et Génie des Matériaux » de l'IUT de Chambéry souhaite acquérir un microscope électronique à balayage (MEB) de table. Cet appareil sera destiné à la formation de ses étudiants

Le marché comprend :

- la fourniture des prestations définies ci-dessous,
- la livraison sur site des prestations,
- l'installation et la mise en service de l'appareil,
- la formation des utilisateurs sur site,
- la fourniture de la documentation

Les spécificités techniques attendues du MEB de table sont :

- Pouvoir observer et analyser des échantillons intrinsèquement solides de nature métallique, organique, composite et céramique.

- Pouvoir accepter des échantillons rectangulaires ou cylindriques diamètre au moins de 32 mm et hauteur entre 1 mm à 30 mm
- Présence d'un dispositif de sécurité évitant l'introduction d'un échantillon trop haut au regard des détecteurs
- Posséder une platine de positionnement motorisée a minima en translation X, Y. Courses en X, Y : 40 mm mini.
- La source d'électrons peut être un filament tungstène intégré dans le Wehnelt ou source CeB6 avec mise hors tension ou veille possible lorsque l'appareil n'est pas utilisé
- La tension d'accélération doit pouvoir être réglable dans une gamme minimale de 5keV à 20 keV. L'ajustement du faisceau doit être possible en tension et en courant.
- Le microscope devra être équipé de 3 détecteurs : un détecteur d'électrons secondaires (SE) , un détecteur d' électrons rétrodiffusés (BSE) et un analyseur de type EDS (spectroscopie à dispersion d'énergie) pour la détection et la quantification des éléments allant du bore à l'uranium.
- Le microscope doit pouvoir travailler en vide dégradé/partiel pour analyser des échantillons organiques sans métallisation
- Il doit posséder une caméra de navigation dans la chambre.
- La durée de changement d'échantillons doit être inférieure à 5 min.

Environnement :

- Le microscope MEB doit pouvoir être placé sur une paillasse, masse maximale : 90kg.
- Alimentation électrique : 220V monophasé uniquement (le nombre de prise nécessaire sera à préciser)

Dimension maximale du MEB sur la table : largeur, profondeur : 800x600

Le microscope ne devra pas nécessiter une alimentation en gaz pour son fonctionnement. Il devra fonctionner dans une salle non régulée en température (soit entre 15-30°C) ou humidité (70% au moins)

L'ordinateur pilotant le MEB et permettant l'acquisition des images devra être fourni

Une assistance à distance en cas de problème doit être possible.

La fourniture des pièces de rechange doit être possible pendant au moins 10 ans après l'arrêt de la fabrication du modèle de MEB.

Exigence de sécurité : Marquage CE

Exigences minimales de la variante :

En tant que solution alternative à l'achat d'un équipement neuf, les candidats pourront présenter un matériel de démonstration qui répondra aux conditions de qualité et de sécurité décrites ci-dessus mais avec les limites suivantes :

- Seuls les équipements ayant fait l'objet de présence sur des stands de salons professionnels ou ayant fait l'objet de démonstration dans d'autres établissements publics ou privés, seront pris en compte
- Respect des caractéristiques techniques définies à l'article 18 du Cahier des Clauses Particulières
- Limite d'âge : L'équipement ne devra pas avoir plus de 2 ans

Le candidat précisera le nombre d'heures d'utilisation de l'appareil ainsi que l'identité du précédent utilisateur.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services